



Le Secrétaire général

Allocution prononcée à l'occasion de la cent vingt-septième Assemblée de l'Union interparlementaire

Québec, 21 octobre 2012

Discours prononcé par M. Peter Launsky-Tieffenthal, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information

Monsieur le Président de la Chambre des communes,
Monsieur le Président de l'Union interparlementaire,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de m'adresser aux parlementaires et aux autres participants réunis pour la cent vingt-septième Assemblée de l'Union interparlementaire.

À une époque où l'insécurité, l'injustice, les inégalités et l'intolérance gagnent du terrain, il est possible, en menant une action volontaire au sein des parlements, de changer le cours des choses, de promouvoir des valeurs communes et d'œuvrer pour le progrès. Vous jouez un rôle moteur dans ce sens, car vous ratifiez les traités et les accords internationaux. Les décisions que vous prenez contribuent à transposer des normes internationales dans la législation nationale. Les pouvoirs budgétaires dont vous êtes investis vous permettent de mettre l'humain au centre de votre action. Enfin, par votre attachement à la démocratie, vous pouvez faire progresser l'état de droit à l'échelle à la fois nationale et internationale.

Les sujets que vous allez aborder à Québec reflètent les nombreux défis que doit relever l'Organisation des Nations Unies, et se retrouvent aussi dans le plan d'action quinquennal que j'ai présenté cette année à l'Assemblée générale.

Le développement durable est une de mes préoccupations dominantes. L'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement approche à grands pas. Nous avons besoin de vous pour accélérer la cadence et atteindre ce but dans toutes les régions du monde. Nous avons besoin de vous pour mener à bien les initiatives que j'ai mises en route – L'éducation avant tout, Énergie durable pour tous et Toutes les femmes, tous les enfants – et pour relever le Défi Faim zéro lancé cette année à la Conférence Rio +20. Nous avons besoin de vous pour élaborer un programme d'action en faveur du développement au-delà de 2015, une tâche colossale. Vous avez aussi un rôle évident à jouer dans la promotion de l'égalité des sexes, en particulier pour faire participer davantage les femmes à l'activité parlementaire, surtout dans les nombreux pays où leur proportion est extrêmement faible et où leur voix n'est pas entendue.

L'action de l'Union interparlementaire complète aussi utilement celle de l'ONU et contribue à prévenir les conflits, à construire une paix durable et à prêter assistance aux pays en transition. Aux Maldives et dans d'autres pays en proie à des crises politiques, l'Union interparlementaire s'emploie à favoriser le dialogue. Au

Myanmar et dans d'autres pays en transition, elle aide les parlements à renforcer leurs capacités. Je vous encourage à vous investir davantage dans cette action.

Je vous félicite d'avoir choisi d'organiser, à Québec, un débat spécial sur la citoyenneté, l'identité et la diversité linguistique et culturelle. L'exclusion est souvent à l'origine de la violence et de l'instabilité sociale. Les principes de l'intégration, du pluralisme et du respect des droits de l'homme sont au cœur de l'action menée par l'ONU, de la prévention des conflits à l'assistance électorale, en passant par la consolidation de la paix. Ici aussi, il est essentiel de faire en sorte que toutes les femmes soient sur un pied d'égalité avec les hommes pour garantir une paix et une stabilité durables.

Je remercie l'Union interparlementaire d'avoir mis en valeur le rôle des parlements dans l'exercice de la responsabilité de protéger. Depuis un an et demi, ce concept est plus que jamais d'actualité. À l'ONU, des résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme le mentionnent. Si de grands progrès ont été faits, la situation en Syrie fait douter beaucoup, à juste titre, de la détermination de la communauté internationale.

Le système des Nations Unies fait tout ce qui est en son pouvoir pour trouver une issue à une crise humanitaire qui s'aggrave, surtout à l'approche d'un hiver rigoureux. La situation en Syrie, où les droits de l'homme sont foulés aux pieds, menace la paix et la sécurité internationales et risque de se propager dans les pays voisins. Il faut que la communauté internationale s'unisse autour du Représentant spécial conjoint pour l'aider à démarrer une phase de transition dont les Syriens tiennent les rênes. C'est à elle qu'il incombe de mettre fin au bain de sang et de rétablir la paix pour le peuple syrien : c'est une responsabilité morale, un devoir politique et une obligation humanitaire.

Mesdames et messieurs,

En ces temps de troubles et de transition à l'échelle planétaire, renforçons notre partenariat stratégique et plaçons haut la barre de nos ambitions. Ensemble, nous pourrions surmonter les épreuves du monde d'aujourd'hui et saisir les chances qui s'offrent à nous dans une ère de profonds bouleversements.